

shing » pour couper court à la discussion. Plus rodées à la communication, les chambres d'agriculture bretonnes ont su calmer le débat en annonçant, fin 2020, qu'elles seraient favorables à une réduction des productions animales. Avec une équation à la clé : moins de volumes, moins d'élevages et de productions hors sol, davantage de respect de l'environnement et surtout « plus de compétitivité ».

### **Le credo des réformateurs en agriculture**

Un discours qui est repris dans la plupart des filières et dans les grandes coopératives bretonnes sur l'air d'« On peut faire mieux sans tout bouleverser ». Des arguments susceptibles de séduire une nouvelle génération de paysans qui ne veut ni des faibles revenus, ni des journées de travail à rallonge, ni du surendettement à l'origine des suicides d'agriculteurs, ni de la volatilité des prix. La méthode prônée est l'agroécologie qui vise, entre autres, à utiliser l'agronomie, la connaissance des sols et des cultures pour produire davantage tout en respectant l'environnement. Alliée à l'agriculture de précision, elle se veut la promesse d'un avenir meilleur où paysans et urbains seront réconciliés, où agriculteurs bio et conventionnels « durables » pourront coexister. Un avenir où les coopératives conserveront leur place dominante aux côtés d'une industrie agroalimentaire dont les produits évolueront en qualité grâce à la segmentation du marché avec différents labels.

### **Une version alternative**

Pour les écologistes comme René Louail, il s'agit ni plus ni moins que d'une fable. « Sans changement de fond... Pas de réconciliation avec l'environnement » pourrait être son slogan. Afin de rétablir un environnement de qualité, le paysan-militant souhaite une meilleure répartition des productions sur le territoire breton et un arrêt net des subventions aux projets irrespectueux de l'environnement. Il prône un recours à l'agronomie et à ses préconisations sur la rotation des cultures, le maintien des prairies, la vie du sol, etc. Il souhaite que la restauration collective (publique) soit subventionnée

afin d'assurer des débouchés aux agriculteurs en offrant, de cette façon, une meilleure alimentation aux personnes qui n'ont pas toujours les moyens de s'acheter des produits de qualité.

Dans leurs différentes nuances de vert, les écologistes sont aussi favorables à une rapide indépendance protéinique de la Bretagne. Et ils revendiquent la valorisation sur place des productions. L'objectif est d'éviter que le lait et le porc quittent les fermes sans avoir été travaillés et, donc, sans avoir créé de la valeur ajoutée.

### **Des milliers d'emplois en jeu**

Les enjeux du débat sont colossaux pour la région. Sont notamment en jeu de multiples emplois dans les entreprises de l'agroalimentaire et dans les coopératives, piliers du modèle actuel. Les partisans d'un changement radical souhaiteraient faire évoluer ces salariés, via des formations, en direction d'une agriculture plus sobre en intrants mais réclamant davantage de main-d'œuvre.

Aux prochaines élections régionales, les écolos se sont positionnés en arbitre et une partie d'entre eux refusent le « en même temps » qui consiste à subventionner à la fois l'agriculture intensive et de défendre les installations en bio, les très grandes exploitations et le modèle des fermes familiales en bio. Les alliances promettent d'être rudes à négocier. Quant au citoyen, qui est à la fois électeur et consommateur, il est désormais vivement invité à prendre parti avec son bulletin de vote, son panier de courses.

---

## Une semaine d'enquête

**Mardi** La bataille de l'eau n'est pas gagnée

**Mercredi** Peut-on en finir avec les algues vertes ?

**Jeudi** Les cinq défis de l'agriculture bretonne

**Vendredi** Contrôles, sanctions... L'Etat impuissant ?

**Samedi** Le consommateur a-t-il le pouvoir de changer l'agriculture ?

**Dimanche** Vrai ou faux ? idées reçues sur notre agriculture